



Réunion-débat sur le thème
L'économie verte : une avancée pour le développement durable ?

Mercredi 19 octobre, 9 h.00 - 11 h.30

En juin 2012, se tiendra à Rio de Janeiro une grande conférence des Nations Unies chargée d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des engagements internationaux que les Etats membres ont adoptés 20 ans plus tôt, dans cette même ville, en matière de développement durable. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, également connue sous le nom de Conférence Rio+20, privilégiera deux grands thèmes : l'économie verte dans le contexte du développement durable et de la réduction de la pauvreté, d'une part, et le cadre institutionnel du développement durable, de l'autre.

On a souvent tendance à confondre développement durable et pérennité de l'environnement, mais le développement durable est en fait une notion bien plus vaste et bien plus complexe qui consiste à réunir les dimensions environnementale (qualité), sociale (équité) et économique (prospérité) au sein d'un seul et même projet. L'agenda du développement durable qui concerne les pays tant développés qu'en développement n'a été globalement que très peu réalisé à ce jour : l'économie consomme bien plus de ressources qu'il n'est possible d'en remplacer ou d'en préserver, pratiquement tous les bien naturels - forêts, océan et biodiversité - sont menacés et, ce pour une moins bonne qualité de vie, tandis que la pauvreté et les inégalités ne disparaissent pas, malgré une augmentation globale des richesses.

Il y a longtemps que les parlementaires s'intéressent à ce sujet. Année après année, l'UIP a organisé des débats et adopté des résolutions touchant plusieurs aspects de la viabilité. En vue de la Conférence de l'année prochaine, il est proposé d'organiser une réunion-débat lors de la prochaine session de la Commission UIP des Affaires des Nations Unies, qui se tiendra à l'occasion de la 125^{ème} Assemblée de l'UIP.

Pour que cette réunion se déroule dans de bonnes conditions et réponde immédiatement aux besoins du public parlementaire, l'accent sera mis en priorité sur les questions de fond de la Conférence de Rio en rapport avec l'économie verte. Il n'y a en effet pas de définition unanime de l'"économie verte" et de nombreuses questions demeurent en ce qui concerne les risques et les avantages qu'elle comporte. Cette réunion est destinée à permettre aux parlementaires d'alimenter ce débat.

Le débat sera divisé en deux parties, comme suit :

Introduction (9 h.00 – 9 h.45)

Cette première partie donnera lieu à une présentation générale sur le développement durable aujourd'hui, le contexte politique et économique mondial et l'objet même de la Conférence Rio+20.

Modérateur : M. Hugo Napoleao, membre de la Chambre des députés du Brésil (*confirmé*)

Intervenants :

- M. Janos Pasztor, Secrétaire exécutif, Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'écoviabilité mondiale
- M. Farooq Ullah, Responsable politique et sensibilisation, Stakeholder Forum for a Sustainable Future

Débat thématique : l'économie verte (9 h.45 – 11 h.30)

Il y a plusieurs acceptions et plusieurs applications à l'expression "économie verte" et aux technologies qui découlent de cette notion, ainsi que des questions sur les conditions requises pour que cette notion s'applique pleinement aux trois dimensions du développement durable. Cette réunion fera une lecture critique de l'économie verte, en particulier au regard des trois objectifs ci-après qui figurent dans l'agenda global du développement durable : modifier les modes de production et de consommation; dissocier la croissance économique de la détérioration de l'environnement; et établir des conditions d'équité, réduire la pauvreté et assurer le bien-être pour tous.

Intervenants :

- M. Steven Stone, Directeur, Service de l'économie et du commerce, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- M. Steen Gade, membre du Parlement du Danemark, Président de GLOBE (Organisation mondiale des parlementaires pour un environnement équilibré) Europe
- M. Bertrand Piccard, Président, Solar Impulse, Suisse
- M. Oliver Greenfield, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)